

Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 PONTOISE

Pontoise, le 1 septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/08/2023

Contexte et constats

Publié sur 

TAKASAGO E.P.L.

23 AVENUE DE LA MARE
ZAC DES BETHUNES
95310 Saint-Ouen-l'Aumône

Références : ud95-2023-0635
Code AIOT : 0006506033

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/08/2023 dans l'établissement TAKASAGO E.P.L. implanté ZAC DES BETHUNES 23 AVENUE DE LA MARE 95066 Saint-Ouen-l'Aumône. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a signalé à l'inspection le mercredi 30 août à 12h00 qu'un accident était en cours sur son site. L'exploitant a indiqué qu'un produit chimique s'est déversé accidentellement dans le réseau d'eaux pluviales du site suite à une fuite sur un équipement. L'inspection s'est déplacée sur site à 14h pour réaliser une inspection réactive.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TAKASAGO E.P.L.
- ZAC DES BETHUNES 23 AVENUE DE LA MARE 95066 Saint-Ouen-l'Aumône
- Code AIOT : 0006506033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société Takasago E.P.L. appartient à un groupe japonais qui fabrique des produits pour les secteurs suivants : parfum, arômes, synthèse chimique, chimie fine.

Le groupe dispose de 3 usines en Europe dont une en France. Le site de Saint-Ouen l'Aumône fabrique des extraits odorants pour le secteur « parfum » et stocke également des produits finis fabriqués dans d'autres usines du groupe en vue de leur revente (rôle d'importateur). Les installations relèvent du régime de l'autorisation sous le statut SEVESO seuil bas au titre de la rubrique 4510 "dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1" de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Les installations sont soumises au régime de l'autorisation également au titre de la rubrique 1450, et à déclaration pour les rubriques 1434-1, 1436, 4140-2 et 4511.

Le fonctionnement du site est encadré par un arrêté préfectoral d'autorisation, daté du 15 mars 1995, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 8 août 2006 et du 26 juin 2013 (RSDE).

L'effectif sur site est composé de 135 salariés, dont 40 salariés environ dans les ateliers de production.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Déversement accidentel du 30 août 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Modification de l'installation	Code de l'environnement, article R.181-46	/	Lettre de suite préfectorale	7 jours
7	Conditions de stockage FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	/	Lettre de suite préfectorale	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Notification d'accident	Code de l'environnement, article R.512-69	/	Sans objet
3	Fourniture FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)	/	Sans objet
4	Utilisations identifiées pertinentes FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	/	Sans objet
5	Précautions pour la protection de l'environnement FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	/	Sans objet
6	Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a été en capacité de confiner le déversement accidentel à compter de la détection de la fuite par un opérateur du site. Néanmoins, une certaine quantité du produit chimique a pu se déverser dans le réseau d'eau pluviale de la zone industrielle avant que la fuite ne soit détectée.

L'inspection a constaté deux non-conformités et formulé une observation suite à cette inspection réactive.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Notification d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a signalé à l'inspection par mail le mercredi 30 août à 12h00 qu'un accident était en cours sur son site. L'exploitant a indiqué qu'un produit chimique s'est déversé accidentellement dans le réseau d'eau pluviale du site suite à une fuite sur un équipement. L'exploitant a expliqué que le matin même, un opérateur du site a découvert une flaque suspecte près du stockage de produits chimiques en vrac contenant : 2 cuves aériennes de DPG de 30 m ³ chacune et une cuve aérienne d'Augeo Clean Multi de 30 m ³ . L'inspection a pu interroger l'opérateur en question qui a indiqué avoir détecté la fuite vers 10h40, puis avoir appuyé sur le poussoir de l'obturateur des eaux pluviales, situé au niveau du séparateur à hydrocarbures, et enfin avoir informé sa hiérarchie. L'exploitant a alors investigué et s'est rendu compte qu'une fuite était visible au niveau du moteur de la pompe permettant d'acheminer l'Augeo depuis le stockage extérieur en cuve aérienne vers l'intérieur du site. A noter que ce produit est utilisé dans le process comme un diluant pour les parfums. Selon la fiche de données de sécurité (FDS) du produit fournie par l'exploitant, ce produit provoque une irritation sévère des yeux (H319) et est susceptible de nuire au fœtus (H361d). D'après les éléments de la FDS, l'Augeo n'est pas toxique pour l'environnement en cas d'exposition aiguë. Par ailleurs, ce produit chimique est inodore, incolore, miscible à l'eau et biodégradable. L'exploitant a indiqué que ce produit est pompé ponctuellement pour les besoins du process et que la pompe continue à fonctionner tant que la masse nécessaire à la préparation n'est pas

fournie. L'exploitant a analysé les caméras de vidéosurveillance et s'est rendu compte que la fuite a débuté lors de l'utilisation de la pompe le vendredi 25 août de 16h34 à 16h47. Le produit a été pompé et s'est donc en partie déversé également le samedi 26 août de 10h56 à 11h01 et enfin le mercredi 30 août de 10h38 à 10h50.

L'exploitant s'est rendu compte de la fuite le mercredi 30 août vers 10h40 selon l'opérateur témoin.

L'exploitant a indiqué que lors des 3 pompages des 25, 26 et 30 août, 2,1 tonnes de produit ont été injectées dans le process. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que depuis le 25 août, le volume de la cuve d'Augeo avait diminué de 7 m³. L'exploitant a donc estimé dans un premier temps à 5 m³ maximum le volume d'Augeo ayant fui et donc ayant pu se déverser dans le réseau d'eau pluviale du site.

A noter qu'une partie de ce volume était confinée sur site suite à l'activation de l'obturateur des eaux pluviales au niveau du séparateur d'hydrocarbures par l'opérateur qui a découvert la fuite. Une partie des produits a donc pu s'échapper du site d'exploitation par le réseau d'eau pluviale entre le vendredi 25 août 16h30 et le mercredi 30 août 10h40. Le réseau d'eau pluviale de la zone industrielle se jette dans l'Oise en aval du site.

Lors de l'arrivée sur site de l'inspection, la situation était maîtrisée et la pollution était confinée sur le site de l'exploitant.

Par courriel du 31 août, l'exploitant a transmis un plan des réseaux mis à jour avec l'ensemble des éléments de compréhension nécessaires. Par ailleurs, l'exploitant a également transmis la documentation technique du séparateur d'hydrocarbures, celle-ci indique bien que le séparateur est équipé d'un obturateur automatique bloquant l'écoulement de l'eau en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures.

Observation n°1 : Conformément à l'article R.512-69, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, sous un délai de 15 jours, un rapport d'accident concernant l'évènement susmentionné.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Modification de l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modification de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que la cuve d'Augeo, dont le produit est à l'origine de l'accident, a été nouvellement installée au cours de l'été afin de limiter l'usage de cubitainers pour ce produit qui est utilisé ponctuellement mais en quantité importante (plusieurs tonnes) dans le process. L'exploitant a indiqué avoir réalisé la réception de ce nouvel équipement le 4 août 2023 après avoir testé avec l'installateur le système dans un premier temps avec de l'eau puis avec le produit final : l'Augeo. L'exploitant a indiqué que la cuve de 30 m³ a été remplie entièrement le 4 août 2023 puis mise en service.</p> <p>L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du Préfet cette modification de son installation.</p> <p>Non-conformité n°1 : Contrairement à l'article R.181-46 du code de l'environnement, l'exploitant n'a pas porté à la connaissance du Préfet la modification de ses stockages extérieurs de produits chimiques, et notamment l'ajout d'une cuve aérienne de 30 m³ d'Augeo. Il est demandé à l'exploitant de transmettre ce porter à connaissance dans un délai de 7 jours à compter de la réception du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 3 : Fourniture FDS

Référence réglementaire : Règlement européen REACH du 18/12/2006, article 31.1.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II: a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008
Constats : L'exploitant a été en capacité de fournir rapidement la fiche de données de sécurité (FDS) du produit s'étant déversé dans le réseau d'eau pluviale à l'inspection des installations classées ainsi qu'aux services de secours. Le produit chimique en question est nommé « Augeo Clean Multi », son n°CAS est le 100-79-8. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Utilisations identifiées pertinentes FDS

Référence réglementaire : Règlement européen REACH du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : L'exploitant utilise le produit dans les conditions indiquées comme « utilisations pertinentes » sur la FDS (sous-rubrique 1.2). En effet, il est indiqué que l'Augeo peut être utilisé en tant que « diluant et excipient pour parfums ». L'exploitant utilise ce produit chimique dans ce cadre. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Précautions pour la protection de l'environnement FDS

Référence réglementaire : Règlement européen REACH du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : La FDS indique les précautions à prendre pour la protection de l'environnement (sous-rubrique 6.2), à savoir : « - Prendre toutes dispositions nécessaires pour éviter le rejet accidentel du produit dans les égouts et dans les cours d'eau, en cas de rupture des récipients ou des systèmes de transfert. - Éviter tout déversement ou fuite supplémentaire, si cela est possible en toute sécurité. - Endiguer et contenir l'épandage. - Empêcher le produit de pénétrer dans les égouts, les cours d'eau ou le sol. » L'exploitant a pris l'ensemble des précautions nécessaire pour la protection de l'environnement à partir du moment où celui-ci a eu connaissance de la fuite de produit. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage FDS

Référence réglementaire : Règlement européen REACH du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats : La FDS indique les méthodes et le matériel de confinement et de nettoyage à utiliser (sous-rubrique 6.3) , à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> « - Utiliser des outils anti-étincelles. - Obturer la fuite si cela peut se faire sans danger. - Obstruer avec du sable et de la terre inerte (ne pas utiliser de matières combustibles). - Éponger à l'aide d'un matériau absorbant inerte (par exemple du sable, du gel de silice, un liant acide ou un liant universel). - Enlever à la pelle ou balayer. - Conserver dans des récipients adaptés et fermés pour l'élimination. - Ne jamais réintroduire le produit répandu dans son récipient d'origine en vue d'une réutilisation. - Laver le reliquat non récupérable à grande eau. - Nettoyer soigneusement la surface contaminée. - Récupérer les eaux de lavage pour élimination ultérieure. - Décontaminer les outils, l'équipement et l'équipement de protection personnel dans une zone réservée. - Eliminer conformément à la réglementation locale en vigueur. » <p>L'exploitant a épongé à l'aide d'un matériau absorbant la flaque et isolé le réseau d'eau pluviale dans le but de récupérer le produit en vue de l'expédier dans la filière de traitement appropriée.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Conditions de stockage FDS

Référence réglementaire : Règlement européen REACH du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats : La FDS indique les conditions permettant d'assurer un stockage sûr (sous-rubrique 7.2), à savoir : « - Prendre toutes dispositions nécessaires pour éviter le rejet accidentel du produit dans les égouts et dans les cours d'eau, en cas de rupture des récipients ou des systèmes de transfert. - Conserver sous clé ou dans une zone accessible uniquement aux personnes qualifiées ou autorisées. - Garder les récipients bien fermés dans un endroit sec, frais et bien ventilé. - Tenir à l'abri des flammes nues, des surfaces chaudes et des sources d'inflammation. - Tenir à l'écart des matières incompatibles à indiquer par le fabricant. - Conserver à l'écart de : Réactions dangereuses possibles avec certains produits chimiques (Voir liste des matières incompatibles au § 10: "Stabilité-Réactivité"). »</p> <p>L'exploitant stocke le produit dans une cuve aérienne de 30 m³ en extérieur. L'exploitant respecte les conditions de stockage préconisées par la FDS mise à part le fait que le système de transfert, en l'occurrence la pompe n'est pas située au-dessus d'une rétention.</p> <p>Non-conformité n°2 : Contrairement à l'article 37.5.a) du règlement européen REACH du 18/12/2006, l'exploitant ne met pas en œuvre l'ensemble des préconisations de la fiche de données de sécurité du produit afin d'éviter le rejet accidentel du produit dans les réseaux au niveau du système de transfert.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale